

Jules AUFFRET

Né le 7 septembre 1902 à Trignac (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique), fusillé comme otage le 22 octobre 1941 à Châteaubriant (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique) ; ouvrier gazier ; syndicaliste et communiste ; maire adjoint de Bondy (Seine, Seine-Saint-Denis) (1935-1939) ; conseiller général de la 2e circonscription de Noisy-le-Sec (1935-1939) ; secrétaire général de la région communiste Paris-Est (1937-1939).



Jules Auffret dans les années 1930



Dessin de Chantal Trubert



Conseil municipal de Bondy en 1935

Affret est le deuxième au premier rang, Varagnat le quatrième.

Fils d'un manœuvre, Jules Auffret se fit embaucher à treize ans comme « mousse » dans les laminoirs de l'Usine métallurgique de la Basse-Loire. Il travailla ensuite aux forges de Montoir-de-Bretagne (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique) et aux chantiers de constructions navales de Penhouët en 1921, avant de revenir à l'usine de la Basse-Loire jusqu'à son départ au régiment. Il déclara avoir adhéré au syndicat de la métallurgie dès l'âge de treize ans. Fondateur de la Jeunesse syndicaliste de Trignac, Jules Auffret entra à la section socialiste en 1920, à l'âge de dix-huit ans. Après la scission de Tours, il fut un des fondateurs de la section communiste locale. Une telle activité l'avait signalé aux milieux patronaux de la métallurgie. De retour du service militaire, il se vit refuser du travail et dut partir pour la région parisienne. Une note établie par le secrétariat d'André Marty précise qu'il habita Romainville (Seine, Seine-Saint-Denis) avant de s'installer à Bondy « où il travailla à la compagnie du gaz ». Il s'était marié le 23 juin 1924 à Trignac avec Laure, Aimée, Marie Pichon. Ils eurent quatre enfants.

En 1928, il assurait le secrétariat du rayon communiste de Bobigny. La police l'interpella le 24 mars 1929 à la conférence régionale du Parti communiste, salle Reflut à Clichy. Le rapport indiquait qu'il habitait alors 5 rue du Foyer à Bondy et travaillait à la compagnie ECFM, inspection de Pantin. Il se présenta sans succès sur la liste Bloc ouvrier et paysan de Bondy, aux élections municipales de mai 1929. La police l'arrêta à nouveau le 25 janvier 1930 aux

abords de la Fonderie Hesse, à Bondy, « pour entraves à la liberté du travail ».

La liste communiste devança celle des socialistes affaiblis par la rupture du maire Isidore Pontchy, lors des élections municipales du 5 mai 1935. La liste antifasciste élue au second tour comprenait treize socialistes SFIO et quatorze communistes. Le 17 mai 1935, l'assemblée municipale élut comme maire Henri Varagnat, secondé par le socialiste Émile Masson et le communiste Jules Auffret (deuxième adjoint). Candidat au conseil général dans la deuxième circonscription du canton de Noisy-le-Sec (communes de Bondy et Pavillons-sous-Bois), il recueillit, le 25 juin 1935, 2 747 voix contre 2 982 à Fischer (maire socialiste indépendant de Pavillons-sous-Bois), 1 018 au socialiste SFIO Hérouet, 210 à Laur (indépendant), sur 10 227 inscrits et 7 011 votants. Il conquiert le siège au second tour, le 2 juin, par 3 748 voix contre 3 549 à Fischer et 57 à Laur (7 431 votants). Il fut alors mis en disponibilité de l'ECFM. Jules Auffret appartient à la 7^e commission (préfecture de police, prison) et participa, en 1937, aux délégations de l'assemblée départementale en URSS et en Pologne. Tout en animant au niveau local les sections du Secours populaire et du mouvement Paix et Liberté, il assura, du 9 janvier 1937 à 1939, le secrétariat général de la région communiste Paris-Est (partie est de la Seine, canton du Raincy en Seine-et-Oise, département de Seine-et-Marne). En 1939 la région groupait 46 sections (514 cellules locales, 166 cellules d'entreprises) représentant 15 700 adhérents.

Arrêté le 18 décembre 1939, Jules Auffret fut interné administrativement au centre de Baillet (Seine-et-Oise) jusqu'au 29 avril 1940. Il avait été déchu de ses mandats électoraux le 21 janvier 1940. Transféré à l'Île d'Yeu (Vendée), il écrivit au préfet de la Seine le 13 mai 1940 pour se mettre au service de l'unité nationale :

« Je tiens à vous indiquer, par la présente, de la même façon que je l'ai fait à Monsieur le Président de la Commission de vérification, que rien de répréhensible, dans mes actes et mes paroles ne peut m'être reproché et moralement, je ne me suis jamais considéré séparé de la communauté nationale. Dès la première heure, j'ai manifesté mes sentiments antihitlériens et dénoncé les desseins criminels de l'hitlérisme contre les peuples libres [...]. Je suis toujours convaincu que la lutte contre l'ennemi de notre pays et l'établissement d'une paix durable nécessitent l'union de toutes les forces de la nation [...]. J'affirme, au moment où l'agression s'étend sur le pays voisin de la France et menace son territoire, que le peuple français, pour maintenir son indépendance et ses libertés, doit être uni devant le danger et les devoirs qu'il impose... C'est la raison pour laquelle, je suis décidé, si on me le permet, de servir cette unité nationale, dans la mesure de mes moyens. » Cette demande était en contradiction avec l'éditorial de *l'Humanité* clandestine du 15 mai 1940 faisant le procès des « impérialistes de Londres et de Paris ».

Jules Auffret fut envoyé à Vaillet, à l'Île d'Yeu puis au centre d'Aincourt (Seine-et-Oise) le 11 octobre 1940, à la prison de Fontevrault-l'Abbaye (Fontevraud, Maine-et-Loire) le 4 décembre 1940, puis à la prison de Clairvaux (Aube) le 20 janvier 1941, et enfin, au camp de Châteaubriant où il arriva le 15 mai 1941. Il avait été relevé de ses fonctions à l'ECFM en mars 1941. Selon Fernand Grenier, ce fut Auffret qui demanda que les premières évasions soient celles des membres du comité central. Après l'exécution du Feldkommandant allemand à Nantes (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique), Karl Hotz, le 20 octobre 1941, les occupants fusillèrent comme otages, le 22 octobre, vingt-sept détenus de Châteaubriant dont Jules Auffret.

Il fut un des six conseillers municipaux et généraux de la Seine à être fusillés : Corentin Cariou, Léon Frot, Maurice Gardette, Jean Grandel, René Le Gall.

Une manifestation commémorative eut lieu le 22 octobre 1942 devant son domicile avec accrochage d'un drapeau français.

Son épouse mourut en 1943 en laissant trois orphelines. Jules et Laure Auffret furent inhumés au Père-Lachaise, 97^e division, 1^{re} ligne (57 AD-1945).

SOURCES : DAVCC, Caen, B VIII (Notes Thomas Pouty). – Arch. Nat., F7/13091, F7/13119. – Arch. P.Po. 101. – Arch. Dép. Seine, DM3 et Versement 10441/64/2, no 24. – Arch. André Marty, E VIII, E I. – *Le Conseil municipal : Nos édiles (1935-1941), Annuaire illustré, 1914-1941.* – Serge Klarsfeld, *Le livre des otages, op. cit.* – *Afin que nul n'oublie...*, CCAS, 1980, 32 p. – J.-M. Berlière, F. Liaigre, *Le Sang des communistes, op. cit.* – *DBMOF*, notice par Jean Maitron, Claude Pennetier.

Iconographie

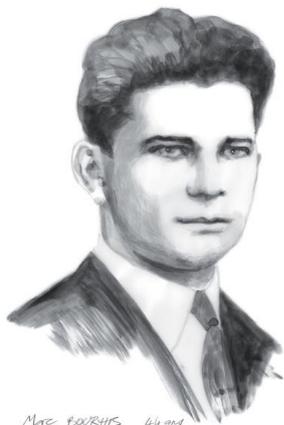
ICONOGRAPHIE : *Le Conseil municipal : Nos édiles (1935-1941) op. cit.*, p. 355.

Claude Pennetier

*
* *

Marc BOURHIS

Né le 16 février 1907 à Lézardrieux (Côtes-du-Nord, Côtes-d'Armor), fusillé comme otage à Châteaubriant (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique) le 22 octobre 1941 ; instituteur ; militant syndicaliste ; membre du Parti communiste puis militant trotskyste.



Dessin par Chantal Trubert

Son père, Charles, Joseph Bourhis, homme de gauche convaincu, devenu gendarme pour échapper au séminaire, était mal à l'aise dans l'exercice de ses fonctions. Il prit sa retraite dès qu'il le put et devint, plus tard, adjoint au maire communiste de Concarneau. On peut supposer qu'il encouragea son fils à se présenter, en 1923, à l'École normale d'instituteurs de Quimper. À sa sortie de l'École normale, en 1926, Marc Bourhis fut nommé instituteur à Melgven puis à Beuzec Conq. En 1933, il se maria avec Alice, Léonarde, institutrice. Le 1er octobre de la même année, Marc et Alice Bourhis prirent leurs fonctions à Trégunc. En 1989, la municipalité de Trégunc décida de donner le nom de Marc Bourhis au groupe scolaire public du bourg.

Son activité s'exerça principalement sur le plan syndical, à l'intérieur de la Fédération unitaire de l'enseignement. Il fit la connaissance de Pierre Guéguin, voisin de ses parents à

Concarneau, militant communiste actif, qui le décida à adhérer au Parti communiste, en 1930. Ils fréquentèrent la même cellule du parti à Concarneau.

En désaccord avec l'évolution politique en Union soviétique et le cours poursuivi par le PC, Marc Bourhis quitta le parti en 1933 et s'abonna à la presse trotskyste. Membre du Conseil syndical, il écrivit régulièrement dans le *Bulletin* du Syndicat unitaire de l'enseignement du Finistère, portant un intérêt particulier à l'action propagandiste en milieu paysan. Dans les débats d'idées à l'intérieur du syndicat, il fut le porte-parole du courant révolutionnaire de l'École Émancipée, s'affrontant avec Alain Signor, leader du Parti communiste. Pierre Guéguin y défendit la politique de son parti, mais ne cessa d'entretenir des relations courtoises avec son ami Bourhis. Ses liens avec les trotskystes devinrent plus suivis lors du retour en Bretagne d'Alain Le Dem en 1935. Ils sillonnèrent ensemble la région pour s'entretenir avec des sympathisants de divers milieux sociaux. Il organisa et présida, un important meeting du Parti ouvrier internationaliste qui se tint à Concarneau, le 29 décembre 1937, après une écoute collective du discours radiodiffusé de Maurice Thorez prononcé en clôture du congrès d'Arles. Yvan Craipeau exposa longuement les thèmes du POI en réponse aux propos tenus par Thorez et Guéguin apporta la contradiction au nom du PCF.

Marc Bourhis participa également à la préparation des réunions publiques du Parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert qui se tinrent début avril 1939 à Trégunc, à Concarneau et dans d'autres localités de la région avec le concours d'Yvan Craipeau. Il milita dans le PSOP avec les trotskystes.

Mobilisé en septembre 1939 à la caserne dite « le bagne » à Brest, Marc Bourhis fut muté en mai 1940, comme élément suspect au 137^e Régiment d'infanterie à Quimper, unité qui fut bloquée dans sa caserne par l'armée allemande, en juin 1940. Libéré rapidement afin de reprendre sa classe à Trégunc, il renoua des contacts plus nombreux avec Guéguin qui avait rompu avec le Parti communiste à la suite de la conclusion du Pacte germano-soviétique. Tous les deux furent arrêtés le 2 juillet 1941 et internés au camp de Châteaubriant.

Ils furent l'objet, dans ce camp où se trouvaient d'importants cadres communistes venus de la région parisienne, d'une mise en quarantaine. Marc Bourhis avait la possibilité de s'évader facilement, le juge d'instruction Fichou de Châteaubriant le connaissant personnellement et l'estimant. Sous le couvert de l'instruction il le fit venir dans son cabinet, l'amena dans son appartement où Alice, l'épouse de Bourhis, vint déjeuner avec eux et put converser longuement en toute liberté. Le juge qui fut déporté par la suite à Mauthausen et y périt, lui offrit de ne pas rejoindre le camp avec la complicité d'un gendarme qui était consentant. Marc Bourhis refusa obstinément, arguant que l'évasion n'était justifiable que sur un ordre d'une organisation et non pour se mettre personnellement à l'abri. Il est probable qu'il ne voulait pas abandonner Guéguin dans sa situation délicate à l'intérieur du camp. Mais il ne désirait pas alarmer sa femme en relatant les calomnies et la quarantaine qu'ils subissaient. Elle fut mise au courant par des co-détenus libérés et par la famille Guéguin. Marc Bourhis ne voulut pas davantage inquiéter sa famille lors de son transfert à la baraque des otages qui regroupa les éléments politiques les plus marquants. Il écrivit dans une lettre du 4 octobre : « notre nouvelle baraque, la baraque des intellectuels, porte le no 19, elle est mieux située et bien ensoleillée ».

Le 22 octobre 1941, Bourhis et Guéguin furent parmi les vingt-sept otages extraits du camp à 15 h 30, amenés dans des camions allemands pour être fusillés, à quelques kilomètres de la ville, dans la carrière de la Sablière. Le trotskyste honni de son vivant fut alors annexé par le Parti communiste qui, dans toutes les publications, le présenta comme un membre du parti. La plaque du Parti communiste internationaliste fixée par Alice et les trotskystes bretons, à la mémoire de Marc Bourhis, en août 1945, près du monument dressé à la Sablière, disparut rapidement. À Concarneau, les communistes tardèrent davantage à annexer Bourhis que la population connaissait bien.

Dramatique destin : tandis que l'on conduisait Marc Bourhis sur les lieux de son exécution, parvenait à l'administration du camp l'ordre de sa mise en liberté, résultat, sans doute, des démarches du maire radical-socialiste de Trégunc, Carduner, qui avait attesté que les accusations portées contre lui étaient erronées. Cette décision passait outre les recommandations du commissaire des Renseignements généraux, le 14 octobre, qui, présentant Bourhis comme « l'âme du Parti révolutionnaire dans sa commune », concluait « qu'il n'a pas renié ses convictions et que sa présence dans la région de Concarneau est parfaitement indésirable ».

SOURCES : Arch. Dép. Finistère. – DAVCC, Caen (Notes Thomas Pouty). – *La Vérité*, 17 novembre 1933, 30 septembre 1944, 18 et 25 octobre 1946. – *Juin 1936*, 21 avril 1939. – *La lutte ouvrière*, 6 janvier 1938. – *Les trotskistes sous la terreur nazie*, Paris 1945. – A. Gernoux, *Châteaubriant et ses martyrs*, Nantes 1946. – F. Grenier, *Ceux de Châteaubriant*, Paris 196. – J.-M. Brabant, *Les partisans de la IVe Internationale en France sous l'Occupation*, mémoire de maîtrise, Paris VIII, 1973. – Renseignements recueillis par J.-M. Brabant. – Témoignages d'Alain Le Dem et d'Alice Bourhis recueillis par R. Prager, le 14 août 1977. – *Le Monde*, 24 janvier 1981.

Rodolphe Prager

*

* *

Guy MÔQUET

MÔQUET Guy, Prosper, Eustache, né le 26 avril 1924 à Paris (XVIIIe arr.), fusillé comme otage à Châteaubriant (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique) le 22 octobre 1941 ; lycéen ; militant parisien des Jeunesses communistes (JC) ; devenu un symbole de la Résistance communiste et un mythe de la jeunesse résistante pendant la Seconde Guerre mondiale.



Dernière lettre de Guy Môquet



Dessin par Chantal Trubert

Plaque sur le site de Châteaubriant



Le 27 janvier 1946, la station du Métro parisien « Marcadet-Balagny » a été rebaptisée « Guy Môquet ».



Tombe de Guy Moquet au Père Lachaise

Le père de Guy Môquet, Prosper Môquet, syndicaliste cheminot, militant endurci, fut élu député en 1936 sous le Front populaire. Resté fidèle à la ligne de son parti en septembre 1939, il fut, comme tous ses camarades, déchu de son mandat, condamné et déporté en Algérie pendant toute la durée de la guerre parmi ceux que les communistes devaient appeler les députés du « chemin de l'honneur ». L'oncle et la tante du jeune Guy, Henri et Rosalie Môquet, également militants parisiens de confiance, prirent à partir de 1940 leur place dans les structures clandestines de l'appareil communiste. La mère, Juliette, était également sympathisante communiste.

Enfant à l'esprit vif, « titi parisien » ayant grandi dans le quartier Clignancourt, Guy accompagnait ses parents, puis son frère cadet Serge, dans les manifestations et fêtes populaires de la capitale. Les vacances d'été se passaient chez la grand-mère, à Bréhal dans la Manche. Il entra au lycée Carnot à l'âge de six ans, y afficha sans complexe ses opinions politiques, ce qui lui valut d'être renvoyé à la fin de la classe de septième (CM2). Entré alors à l'école communale de son quartier, il y passa son certificat d'études à l'âge de douze ans, au

moment où triomphait le Front populaire. Le père fut élu parmi les soixante-douze députés communistes. La famille déménagea alors dans l'arrondissement voisin, au 34 rue Baron dans le XVIIe, quartier des Batignolles, et Guy Môquet décida de retourner au lycée Carnot dont il suivit les cours jusqu'en classe de troisième. Il était bon élève, aimait à composer des poèmes, excellait en sport, jouait de l'harmonica, savait charmer les filles... Il militait déjà aux Jeunesses communistes.

Lorsque son père fut arrêté en octobre 1939 avec les autres députés communistes, il le visita régulièrement en prison, écrivit un poème en alexandrins au président de la République pour demander sa libération, et participa activement à la campagne locale en sa faveur.

L'appartement familial était le lieu de fréquentes réunions. Quand Paris fut occupé, en juin 1940, il ne tarda pas à revenir à vélo de Normandie où il s'était réfugié avec sa mère et son frère. Une poignée de jeunes communistes du XVIIe se réunirent clandestinement dans les « fortifs » et le choisirent comme responsable. Ce fut le début des distributions de tracts à la volée, des collages de papillons ou d'inscriptions de slogans à la craie ou à la peinture. Le dernier rapport du jeune secrétaire revendiquait vingt-quatre militants dans son secteur, et trois arrêtés et détenus à la Santé.

Guy Môquet fut lui-même arrêté par des policiers français le dimanche 13 octobre 1940 alors qu'il attendait à un rendez-vous dans le hall de la gare de l'Est. Quelques-uns de ses camarades avaient été pincés peu avant. Refusant de parler, une perquisition chez lui n'ayant rien donné, il fut durement tabassé par les hommes de la Brigade spéciale à la préfecture de police. Transporté à la prison de la Santé puis à Fresnes (Seine, Val-de-Marne), maltraité par des jeunes droits communs, il fut finalement enfermé avec d'autres politiques grâce à l'insistance de sa mère. Jugé le 23 janvier 1941 après cent jours de prison avec trois de ses camarades impliqués comme lui, il fut acquitté par le tribunal, faute de preuves, alors que les autres, qui avaient parlé, furent condamnés à plusieurs mois de prison. Mais il ne fut pas libéré pour autant. Il fut gardé au dépôt de la préfecture de police, puis à nouveau à la Santé, où il connut plusieurs jours de cachot pour avoir manifesté avec d'autres pour le droit de recevoir des colis de nourriture. Après quelques semaines, il fut transféré en train le 27 février à la centrale de Clairvaux, dans l'Aube, où il retrouva plusieurs responsables importants du Parti communiste qu'il avait connus par son père : Henri Reynaud, Jean-Pierre Timbaud, Jean Grandel, Léon Mauvais, Eugène Hénaff, Fernand Grenier, Charles Michels... On lui fit bon accueil, et il mit ces trois mois de détention à profit pour améliorer sa formation politique. Il fêta ses dix-sept ans en compagnie de ses camarades.

Le 10 mai 1941 (ou le 1^{er} selon les sources), les militants communistes de Clairvaux furent acheminés au camp de Choisel, à Châteaubriant (Loire-Inférieure, Loire-Atlantique). Dans les baraquements, les cours de formation reprirent ; avec ses copains Rino Scolari, Roger Sémat et d'autres, Guy Môquet, favorisé par sa belle constitution, aimait s'adonner aux exercices sportifs dont Auguste Delaune était l'animateur. Il était le benjamin du camp. Tous les quinze jours, les détenus pouvaient recevoir un colis de leur famille. Guy Môquet écrivait régulièrement de longues lettres affectueuses à ses parents et, en juin, il reçut la visite de sa mère et de son frère. Le même mois, l'évasion réussie de Reynaud et Grenier, puis le lendemain de Mauvais et Hénaff, déclencha une fouille approfondie du camp et le remplacement par les autorités allemandes de l'officier français qui le commandait. Deux jours plus tard, l'armée allemande envahissait le territoire soviétique, ce qui décidait le Parti communiste à commencer les attentats armés contre les forces d'Occupation. Séparées du camp des hommes par une palissade de faible hauteur surmontée de barbelés, les femmes, et notamment les jeunes filles, parmi lesquelles se comptaient aussi un grand nombre de militantes communistes, venaient souvent deviser avec leurs compagnons de détention. C'est ainsi que se noua l'idylle entre Guy Môquet et Odette Lecland (Nilès après son mariage), arrivée au camp en septembre 1941. L'entrain du jeune garçon la séduisit ; elle avait son âge

exactement, et lui promit un baiser...

Le 19 octobre 1941, le commandant allemand de la région de Nantes, Karl Hotz, fut abattu par un commando de jeunes résistants communistes. La réaction fut immédiate : plusieurs dizaines d'otages furent exécutés. Le camp de Châteaubriant, peu éloigné du lieu de l'attentat, idéalement peuplé de militants communistes importants, devait fournir un contingent d'une trentaine d'hommes. Un détachement de SS vint les chercher. Ils furent désignés par le commandant du camp, d'après les consignes de Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur de Vichy, et des autorités d'occupation. Certains, comme Timbaud ou Michels, ne se faisaient aucune illusion sur leur sort. Mais lorsque Guy Môquet fut appelé, ce fut une surprise consternée. Certains insistèrent pour que leur trop jeune camarade soit épargné, mais lui fit face avec courage. Trois autres condamnés n'avaient pas encore vingt et un ans. Un prêtre du voisinage s'entretint fraternellement avec les vingt-sept hommes, après que le curé de Châteaubriant eut refusé d'assister des communistes. Ils eurent une demi-heure pour écrire une lettre à leurs proches. Guy Môquet griffonna cette vingtaine de lignes qui devaient connaître la notoriété lorsqu'on les retrouva plus tard parmi les papiers de ses parents, adressées à « Ma petite maman chérie, mon tout petit frère adoré, mon petit papa aimé ». Sa mère reçut sa missive (actuellement conservée au Musée de la Résistance de Champigny), et la recopia pour en envoyer une copie à son père détenu en Algérie, non sans avoir au préalable écrit à un de ses codétenus de le préparer à la triste nouvelle. Une seule phrase de la lettre a une certaine portée politique : « Ce que je souhaite de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose. » Les hommes furent ensuite embarqués dans des camions sous les yeux de leurs codétenus, aux chants de « La Marseillaise » et de « L'Internationale » ; transportés dans une clairière où avaient été érigés neuf poteaux, ils furent fusillés en trois groupes. Seize autres otages furent exécutés à Nantes, et cinq au Mont-Valérien (commune de Suresnes, Seine, Hauts-de-Seine), en représailles au seul assassinat de Hotz. Quelques jours après l'exécution, le général de Gaulle, de Londres, salua la mémoire des fusillés. Churchill et Roosevelt manifestèrent également publiquement leur réprobation. Après la guerre, le chef de la France libre devait encore manifester sa sympathie à Prosper Môquet à plusieurs reprises. Guy Môquet avait encore pu glisser à un gendarme un court billet d'adieu destiné à Odette. La « petite fiancée » éplorée se le vit remettre, et le conserva, ne le rendant public que dans son grand âge. Les parents Môquet eurent encore la douleur de perdre leur autre fils, Serge, emporté par la maladie avant la fin de la guerre. Le corps de Guy Môquet, d'abord enterré comme celui de ses camarades dans un cimetière du voisinage, fut plus tard transféré au Père-Lachaise à Paris. D'emblée, le jeune martyr fut popularisé et mis en avant par la propagande clandestine de son parti. Jacques Duclos chargea l'avocat Joë Nordmann d'obtenir des témoignages clandestinement transmis de Châteaubriant afin de les ériger en « un monument ». Le juriste réussit à trouver Aragon à Nice, qui se mit aussitôt au travail et bientôt, le texte du *Témoin des martyrs* circulait sous le manteau dans toute la France, et fut publié aux Éditions de Minuit en 1943. Pour le PCF, Guy Môquet fut d'abord associé, pendant les années de guerre, aux jeunes héros patriotiques du passé tels que Jeanne d'Arc ou Joseph Bara. Dès l'année 1941, un groupe de combattants Francs-tireurs et partisans (FTP) de Franche-Comté prit le nom de Guy Môquet, et compta bientôt aussi plusieurs victimes d'exécutions. Au premier anniversaire de l'exécution, plusieurs actions clandestines eurent lieu pour rendre hommage aux morts ; une rue de Chagny (Saône-et-Loire), par exemple, fut rebaptisée au nom de Guy Môquet, avec une manifestation d'appui de quelques centaines de personnes. Aragon, encore, composa en 1943 le poème *La Rose et le Réséda* qu'il dédia à l'année suivante à quatre martyrs de la Résistance, deux catholiques et deux communistes, parmi lesquels Guy Môquet ; le poète René-Guy Cadou, qui avait vu passer les camions bâchés des condamnés et entendu leurs chants, consacra un poème aux fusillés de Châteaubriant.

À la Libération, Guy Môquet fut invariablement cité aux côtés des autres figures emblématiques de la jeunesse communiste résistante : le colonel Fabien, mort pendant les combats de la Libération, ou Danielle Casanova, morte en déportation. Certains nouveau-nés furent même honorés de son nom. On assista à une véritable floraison d'hommages, y compris les honneurs officiels de la République (Médaille de la Résistance et Croix de guerre). Une cellule du PCF du XVII^e arrondissement de Paris adopta son nom, ainsi qu'une chorale des JC, principalement implantée dans les XIX^e et XX^e arrondissements (Henri Krasucki en faisait partie), qui anima pendant des années toutes les fêtes et les galas de la région parisienne. Des commémorations étaient organisées devant la maison de la rue Baron, et très régulièrement, jusqu'à aujourd'hui, dans la carrière de Châteaubriant, où un monument a été érigé en mémoire des suppliciés. À Paris, la rue Auguste-Balagny (le dernier maire des Batignolles-Monceau) et la station de métro Marcadet-Balagny, proches de son domicile, furent rebaptisées à son nom. Bientôt, une cinquantaine de villes de France, et pas seulement dans la banlieue rouge, inaugurèrent des rues ou des boulevards Guy-Môquet, puis des gymnases, des piscines, des stades, des maisons des jeunes, des collèges, un lycée (à Châteaubriant).

Le temps commençait à faire son œuvre d'oubli, malgré la mise en chanson de sa lettre à ses parents par Marc Ogeret dans les années 1990, quand une petite biographie parue en 2000 et l'éclaircissement de la politique suivie par le PCF dans les années 1939-1941 par l'ouverture des archives communistes et les travaux des historiens motivèrent Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre à publier en 2004 un livre qui eut un certain retentissement, *Le Sang des communistes*. Guy Môquet n'en était pas l'objet principal, mais ils y démystifiaient la résistance communiste antérieure à l'invasion de l'URSS de juin 1941 et démontraient les limites et les errements de la lutte armée des JC après cette date. Selon eux, les communistes popularisaient la mémoire de Guy Môquet, arrêté avant juin 1941, pour mieux occulter la compromission soviétique avec l'Allemagne nazie avant cette date.

Mais c'est à Nicolas Sarkozy, candidat de droite à la présidence de la République en 2007, qu'il revint d'avoir remis au premier plan la figure du jeune communiste. Dans la lignée de sa stratégie consistant à récupérer certains mythes (et certains hommes politiques du moment) de la gauche, à commencer par Jean Jaurès, il prôna à plusieurs reprises au cours de sa campagne l'exemple de courage et de patriotisme attribué au jeune Môquet, soulevant l'indignation de ses adversaires communistes qui s'estimaient seuls en droit de brandir l'icône. Une fois élu, Sarkozy persista en proposant que la lettre de Guy Môquet soit lue dans toutes les classes des lycées de France, en vertu de cette vision idéalisée soutenue par la portée émotionnelle que son destin tragique était censé transmettre. L'initiative, rendue obligatoire par les autorités académiques, souleva une polémique considérable, et suscita un tollé de protestations parmi les enseignants, entériné par l'appel au boycott de leur principal syndicat, le SNES. Un timbre-poste fut émis à l'effigie de Guy Môquet, un court-métrage diffusé sur les chaînes publiques ; ses photographies au camp, vêtu du pull-over à carreaux que lui avait tricoté sa mère, devinrent connues de tous. Les débats furent d'une telle ampleur que, malgré une application limitée sur le terrain, la directive et la polémique ressuscitèrent le souvenir du jeune garçon. Deux ans plus tard, en 2009, un conseiller présidentiel et un ministre rappelaient encore que la lecture de la lettre restait obligatoire dans les classes ; mais aucune sanction ne fut prononcée.

Des historiens profitèrent de l'émoi pour écrire de nouvelles études biographiques ; celle de 2000 fut republiée en livre de poche, en même temps que de petits pamphlets rageurs émanant de bords opposés, ou une bio-fiction d'un auteur communiste ; le PCF relança une campagne d'affichage qui actualisait l'exemple du jeune communiste par la phrase « Aujourd'hui, demain, combattre » ; Odette Nilès, devenue présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, publia son témoignage ; deux films de fiction inspirés de cette histoire furent

produits par et pour la télévision. J.-M. Berlière et F. Liaigre publièrent un autre livre, plus court et incisif, qui s'attachait plus nettement encore, en s'appuyant sur l'exemple de Môquet, à dénier aux communistes la qualité de résistants avant l'invasion de l'URSS, et à démontrer la sélectivité des martyrs de la résistance qu'ils mettaient en avant, soulevant une forte émotion polémique dans les médias de bords opposés.

Il ne fait guère de doute que s'il avait encore été en liberté au début de l'été 1941, Guy Môquet aurait, comme la plupart de ses jeunes camarades, été engagé dans la lutte armée contre les occupants derrière Albert Ouzoulias et Pierre Georges (le futur colonel Fabien) ; et il aurait peut-être, comme tant d'autres, subi avec un ou deux ans de retard le sort qui fut le sien. Voilà pourquoi, s'il n'est pas inutile de rappeler que lors des actions qui lui ont valu son arrestation il n'était guère question encore pour les communistes de s'attaquer aux occupants, mais davantage aux fauteurs de guerre et de défaite français, si l'on peut admettre le débat sur l'efficacité et la portée du sacrifice de cette génération de jeunes militants qui ont ensuite exacerbé leur combat quand leur parti le leur ordonna, il paraît vain, en revanche, de se demander si Guy Môquet mérite ou non l'appellation de résistant. Il a en tout cas été reconnu et décoré comme tel à titre posthume au nom de la République, quand elle fut rétablie : médaillé de la Résistance, « Mort pour la France », Croix de guerre 1939-1945 (déc. 1944), chevalier de la Légion d'honneur (nov. 1946).

Le 27 janvier 1946, la station du Métro parisien « Marcadet-Balagny » a été rebaptisée « Guy Môquet ».

La lettre de Guy Môquet ne figurait pas dans la première édition des *Lettres de fusillés*, Éditions France d'Abord, 1946. On la trouve dans l'édition plus légère de 1958, préface de Jacques Duclos, Éditions sociales, p. 22-23 et dans l'édition de 1970, p. 35-36.

Châteaubriant, le 22 octobre 1941

*Ma petite maman chérie,
Mon tout petit frère adoré
Mon petit papa aimé,*

Je vais mourir ! Ce que je vous demande, à toi en particulier, petite maman, c'est d'être courageuse. Je le suis et je veux l'être autant que ceux qui sont passés avant moi. Certes, j'aurai voulu vivre. Mais ce que je souhaite de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose. Je n'ai pas eu le temps d'embrasser Jean ; j'ai embrassé mes deux frères, Roger et Rino. Quant au véritable, je ne peux pas le faire, hélas.

J'espère que toutes mes affaires te seront renvoyées ; elles pourront servir à Serge qui, je l'escompte, sera fier de les porter un jour.

À toi, petit papa, si je t'ai fait, ainsi qu'à petite maman bien des peines, je te salue une dernière fois.

Sache que j'ai fait de mon mieux pour suivre la voie que tu m'as tracée.

Un dernier adieu à tous mes amis, à mon frère que j'aime beaucoup. Qu'il étudie bien pour être plus tard un homme.

Dix-sept ans et demi Ma vie a été courte ! Je n'ai aucun regret, si ce n'est de vous quitter tous. Je vais mourir avec Tintin, Michels. Maman, ce que je te demande, ce que je veux que tu me promettes, c'est d'être courageuse et de surmonter ta peine.

Je ne peux pas en mettre davantage. Je vous quitte tous, toutes, toi maman, Séserge, papa, en vous embrassant de tout mon cœur d'enfant.

Courage !

Votre Guy qui vous aime

GUY

Dernière pensée « Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les vingt-sept qui allons mourir. »

SOURCES : DAVCC, Caen, B VIII, dossier (Notes Thomas Pouty). – Tracts et journaux communistes des années d’Occupation et de Libération, aux Archives du PCF (Arch. Dép. Seine-Saint-Denis, Bobigny) et aux Archives du Musée de la Résistance nationale (Champigny, Val-de-Marne). – Louis Aragon, *Le Témoin des martyrs*, Paris, Éd. de Minuit, 1944. – Max Rainat, *Guy Môquet, étudiant, fusillé par les hitlériens le 22 octobre 1941, héros patriote de dix-sept ans, mort pour une vie plus belle*, Éd. Sociales, 1949. – Fernand Grenier, *Ceux de Châteaubriant*, Éd. Sociales, 1961. – Albert Ouzoulias, *Les Bataillons de la jeunesse*, Éd. Sociales, 1969. – André Tollet, *La Classe ouvrière dans la Résistance*, Éd. Sociales, 1969. – Joë Nordmann et Anne Brunel, *Aux Vents de l’histoire. Mémoires*, Actes Sud, 1996. – Pierre-Louis Basse, *Guy Môquet. Une enfance fusillée*, Stock, 2000. – Guy Krivopissko (présentation), *La vie à en mourir. Lettres de fusillés (1941-1944)*, Tallandier, 2003. – Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *Le Sang des communistes. Les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée. Automne 1941*, Fayard, 2004. – Jean-Pierre Azéma, « Guy Môquet, Sarkozy et le roman national », *L’Histoire*, no 323, sept. 2007. – Pierre-Louis Basse, *Guy Môquet au Fouquet’s. Pamphlet*, Éd. des Équateurs, 2007. – Nancy Bosson, *Guy Môquet, « J’aurais voulu vivre »*, Éd. Libra Diffusio, sept. 2007. – Gérard Streiff, *Guy Môquet. Châteaubriant, le 22 octobre 1941*, Le Temps des Cerises, 2007. – Michel Etiévent, *J’aurais voulu vivre...*, Éd. Gap, 2007. – Pierre Schill, « Guy Môquet », in Laurence De Cock, Fanny Madeline, Nicolas Offenstadt, Sophie Wahnich (sous la dir.), *Comment Nicolas Sarkozy écrit l’histoire de France*, Agone, 2008. – Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé (Yves Doucet, coordinateur), *22 octobre 1941, « Soyez dignes de nous »*, album de textes et photos, Éd. Cultures et Diffusion, 2008. – Benoît Rayski, *Le cadavre était trop grand. Guy Môquet piétiné par le conformisme de gauche*, Denoël, 2008. – Odette Nilès et Serge Filippini, *Guy Môquet, mon amour de jeunesse*, L’Archipel, 2008. – Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *L’affaire Guy Môquet. Enquête sur une mystification officielle*, Larousse, 2009. – Article en ligne « Guy Môquet », Wikipédia. – Philippe Bérenger, Brigitte Peskine, *Guy Môquet, un amour fusillé*, France Télévisions, 2008, film fiction. – Volker Schlöndorff, Pierre-Louis Basse, *La Mer à l’aube. Les dernières heures de Guy Môquet*, Arte, 2012, téléfilm. – Témoignages de Paulette Bouchoux-Capliez, ancienne internée au camp de Châteaubriant ; de René Roy, ancien résistant des JC, 2010-2012.

Marc Giovaninetti

